

La grève prévue à l'hôpital spécialisé stoppée net



La grève prévue à l'hôpital spécialisé stoppée net

L'élan pris pour entamer la journée de grève initié par le syndicat CGT de l'hôpital spécialisé ce jeudi 14 janvier à 9 heures a été stoppé net par l'annonce faite par la direction mercredi soir. La cinquantaine de personnels de la Maison d'accueil spécialisé, MAS, et le Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, CSAPA, sont ravis de l'annonce faite par la direction. Les représentants syndicaux CGT s'en explique par un communiqué.

« Exclus du Ségur : Victoire locale pour les personnels de la MAS et du CSAPA

Le protocole d'accord du Ségur signé au mois de juillet 2020 par la CFDT, FO et l'UNSA prévoit une augmentation de salaire de 183€ dont sont injustement exclus les agents relevant des structures médico-sociales. C'est l'une des raisons pour lesquelles la CGT ne l'avait pas signé.

Depuis plusieurs mois, le syndicat CGT du CH du Gers accompagne la mobilisation des personnels de la MAS et du CSAPA pour réparer cette injustice. Depuis le mois de juillet, plusieurs mobilisations ont eu lieu tant pour agir sur la décision gouvernementale que pour obtenir localement la reconnaissance d'un principe fondamental : à diplôme égal, salaire égal.

Dernièrement, les personnels de la MAS et du CSAPA ont organisé des mobilisations surprises, notamment en envahissant le comité de direction de l'hôpital le 5 janvier. A l'issue de cette rencontre, nous avons convenu d'un délai d'une semaine pour consulter le conseil de surveillance et décider de l'attribution des 183€.

Ce jeudi 14, nous étions donc déterminés à retourner voir la direction avec l'intention d'obtenir gain de cause. Le mercredi 13 janvier, la veille de la mobilisation prévue, le directeur a annoncé que les agents de la MAS et du CSAPA bénéficieraient dès février des 183€, comme l'ensemble des agents de l'hôpital. Il annonce également qu'ils bénéficieraient d'un rattrapage depuis septembre, comme tous les agents de notre hôpital.

C'est donc une grande victoire locale qui rétablit un principe d'équité et de justice ! Si cette injustice est enfin réparée localement, elle reste à conquérir pour tous ! Rendez-vous est donc pris pour le jeudi 21 janvier pour continuer la pression afin que le gouvernement inclue officiellement par décret tous les agents du médico-social, d'ici et d'ailleurs ».